

NOUVEAU
FRONT



BLOCAGE DES PRIX DANS LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE : UNE IDÉE QUINTUPLEMENT ABSURDE

juin 2024

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique

BLOCAGE DES PRIX : UNE IDÉE QUINTUPLEMENT ABSURDE

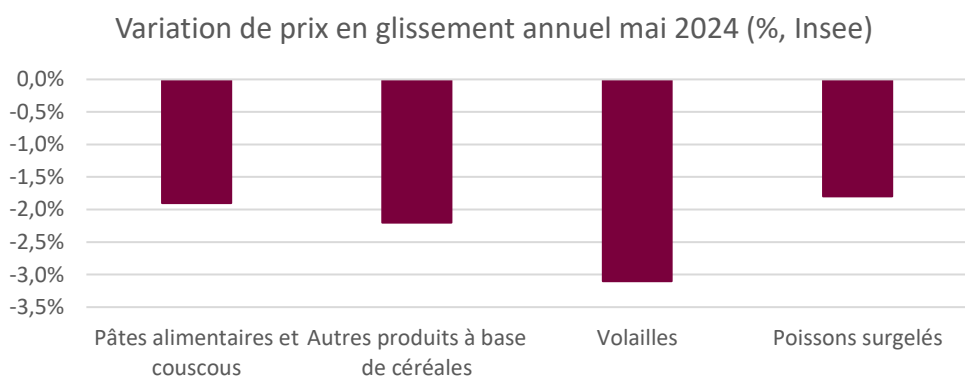
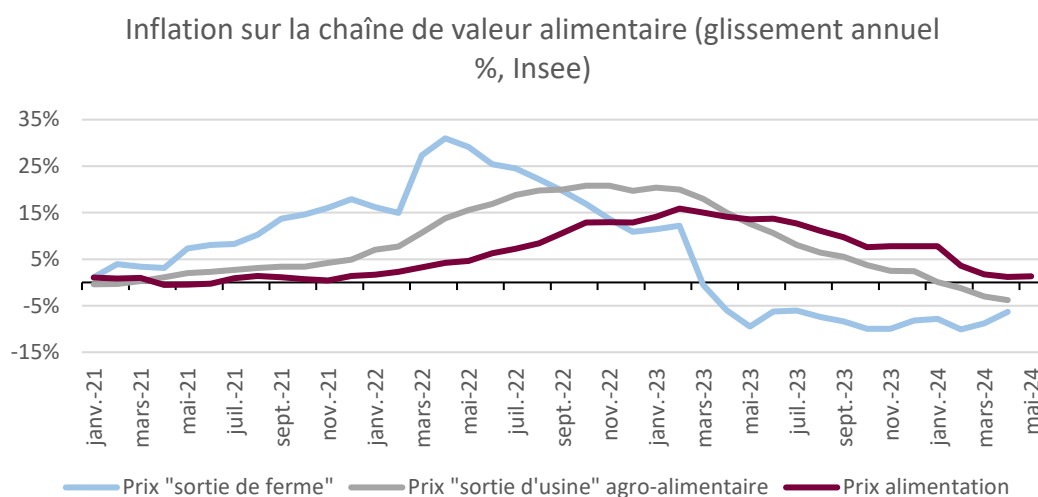
SYNTHÈSE

La première mesure à apparaître dans le programme économique du Nouveau Front Populaire est le blocage des prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants. Sensée accroître le pouvoir d'achat des ménages, cette mesure est en réalité absurde, et ce pour cinq raisons :

- De nombreux prix alimentaires sont déjà en train de baisser (ou vont probablement baisser bientôt), bloquer les prix signifie donc d'empêcher cette baisse (et un plafonnement, si c'est de cela qu'il s'agit, n'apporterait au mieux que de très faibles gains de pouvoir d'achat sur l'alimentation).
- Le blocage des prix risque d'entraîner des pénuries, sauf s'il est financé par l'Etat, auquel cas il coûterait très cher aux finances publiques.
- Le blocage des prix réduit les incitations à accroître la production, donc à résoudre à la racine les causes de la hausse des prix.
- Les ménages aisés bénéficient plus que les ménages modestes du blocage des prix, puisqu'ils dépendent plus que ces derniers. Des mesures ciblées de soutien au pouvoir d'achat seraient de loin préférables.
- Ecologiquement, il est pertinent de laisser augmenter le prix de l'énergie et des carburants pour inciter les ménages à diminuer leur consommation.

D) ALIMENTATION : LE BLOCAGE DES PRIX EMPÊCHERAIT LA BAISSÉ

Les prix alimentaires commencent à se stabiliser, et pourraient même baisser prochainement, rendant l'idée même d'un blocage (à moins qu'il ne s'agisse d'un plafonnement ?) des prix contre-productif. L'alimentation a connu un choc inflationniste violent, avec un pic à plus de 15 % en glissement annuel début 2023. Depuis, l'inflation alimentaire a fortement reflué pour s'établir à 1,3 % en mai 2024. Il est probable que l'inflation alimentaire continuera à baisser (ralentissement du rythme de hausse des prix), voire même qu'elle devienne négative (baisse des prix). En effet, en amont de la chaîne de valeur, les prix de production agricole et agro-alimentaire (prix sortie de fermes et sortie d'usines agro-alimentaires) sont en nette baisse depuis plusieurs mois. Sur certains produits comme les pâtes, les céréales, la volaille ou les poissons surgelés, la baisse des prix a déjà commencé. Ainsi, un blocage des prix alimentaires reviendrait, en réalité, à empêcher certaines baisses, à l'inverse de l'objectif affiché de soutien au pouvoir d'achat. Si le programme veut en réalité parler d'un plafonnement et non d'un blocage des prix, on ne comprend pas plus l'intérêt éventuel de cette mesure sur l'alimentation puisque le choc inflationniste semble désormais passé.



2) MISE EN PLACE DU BLOCAGE DES PRIX : PÉNURIES, REPORT DE HAUSSES OU COÛT BUDGÉTAIRE ÉLEVÉ

Un blocage des prix impliquerait soit l'apparition des pénuries, soit une hausse plus importante sur d'autres produits, soit serait financé par l'Etat pour un coût probablement élevé. Si le blocage des prix n'est pas compensé par l'Etat pour les entreprises concernées (le programme du Nouveau Front Populaire ne précise pas ce point), celles-ci cesseront simplement de produire et de vendre, entraînant des pénuries, ou compenseront le blocage en augmentant plus les prix d'autres produits. S'il est compensé par l'Etat, le gain de pouvoir d'achat pour le consommateur sera annulé par une perte pour le contribuable.

- **Un blocage des prix risque d'entraîner des pénuries.** Si les entreprises ne peuvent pas vendre à un prix compensant leurs coûts (un risque accru par les fortes hausses de salaires proposées par le Nouveau Front Populaire), elles cesseront tout simplement de produire. L'Etat peut interdire à une entreprise d'augmenter ses prix, mais il ne peut pas l'obliger de travailler à pertes, ce qui impliquerait une baisse de production et donc des pénuries. Cette situation s'était produite en Hongrie en 2022 : le plafonnement des prix décidé par le gouvernement ayant entraîné des pénuries, celui-ci a fini par être levé¹.
- **Le blocage de certains prix entraîne des hausses plus importantes sur d'autres produits.** Si certains prix sont bloqués, les entreprises se « rattrapent » en augmentant plus les prix sur d'autres produits. De nouveau, ce cas de figure s'est vérifié en Hongrie : dans les supermarchés, les prix des produits non-

¹ Reuters, « Hungarian government scraps price cap on fuels as shortage worsens », 7 décembre 2022

bloqués ont tellement augmenté que la banque centrale a estimé que le blocage des prix avait, en réalité, plus stimulé que réduit l'inflation².

- **Un blocage des prix financé par l'Etat reviendrait à faire payer au contribuable ce qu'aurait gagné le consommateur.** Il est possible pour l'Etat d'empêcher les prix de monter s'il prend à sa charge la différence entre le prix qu'il fixe et le prix de marché. C'est notamment ce qu'avait fait le gouvernement français avec le bouclier tarifaire sur l'énergie. Le gain de pouvoir d'achat est cependant assez illusoire et de court terme puisque le contribuable (c'est-à-dire les consommateurs) paiera *in fine* le coût du blocage des prix.

3) INCITATIONS : LE BLOCAGE DES PRIX ENVOIE LE MAUVAIS SIGNAL

Le blocage des prix empêche la hausse de la production qui serait à même, justement, de les faire baisser. Une hausse des prix traduit une insuffisance d'offre par rapport à la demande. Si les prix augmentent, les entreprises sont incitées à produire plus, une hausse de production qui permet de combler le décalage offre-demande et donc qui facilite la stabilisation, voire la baisse des prix. En revanche, le blocage des prix incite les entreprises à moins produire et les ménages à consommer plus, augmentant l'excès de demande par rapport à l'offre qui était, à l'origine, à la source de la hausse du prix. En d'autres termes, le blocage des prix casse les mécanismes qui auraient permis de résoudre les déséquilibres.

4) MONTANTS CONSOMMÉS : BLOQUER LES PRIX BÉNÉFICIE AVANT TOUT AUX RICHES

Les ménages les plus aisés sont ceux qui consomment le plus, donc ceux qui bénéficient le plus d'un blocage des prix. Même sur les biens de première nécessité, les ménages aisés consomment plus que les ménages modestes. Par exemple, les 10 % des ménages les plus aisés dépensent deux fois plus en pâtes que les 10 % des ménages les plus modestes. Cela n'est pas dû à une quantité plus importante de kilos consommés, mais plutôt à un niveau de gamme supérieur. Ainsi, lorsque les prix sont bloqués, les ménages aisés bénéficient plus de la mesure (en valeur absolue) que les ménages modestes. Les effets négatifs de cette mesure (pénuries ou coût budgétaire pour l'Etat) impactent en revanche l'ensemble des ménages. Des mesures ciblées en faveur du pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables (prime d'activité, chèque énergie par exemple) sont donc préférables car ne bénéficiant qu'aux ménages qui en ont le plus besoin.

4) ECOLOGIE : LE BLOCAGE DES PRIX EST CONTRE-PRODUCTIF

La hausse des prix de l'énergie et des carburants est une incitation à moins en consommer. Alors que les partis du Nouveau Front Populaire se posent en défenseurs de l'environnement, le blocage des prix de l'énergie et des carburants va à l'encontre de cet objectif. En effet, la hausse des prix de l'énergie est une incitation à moins consommer d'hydrocarbures (isolation du logement, achat d'une voiture électrique ou moins gourmande en carburant, modification des modes de déplacement par exemple) et donc à polluer moins. Laisser augmenter les prix de l'énergie est donc un moyen de faire prendre en compte aux consommateurs les impératifs de la transition énergétique, quitte à prendre des mesures en

² US Money (by Reuters), Hungary Central Bank Chief Sees 15%-18% Inflation in 2023, Urges End to Price Caps, 5 décembre 2022

faveur des ménages les plus vulnérables (aide à l'achat d'une voiture électrique ou à l'isolation, chèque énergie par exemple).

Sylvain BERSINGER, chef économiste chez Asterès
sbersinger@asteres.fr / 06.80.92.88.51

A S T E R è S
études, recherche & conseil économique